

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken ;
Na beraadslaging,
Besluit :

Artikel 1. In artikel 28bis van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, waarbij een artikel 120/2 ingevoegd wordt in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt het eerste lid van het betrokken artikel vervangen als volgt :

« Met uitzondering van de ambten van Klasse A waarvan de inhoud van de profielen door de Regering wordt goedgekeurd, wordt de inhoud van elk profiel vastgesteld met toepassing van het vorige lid door het Directiecomité goedgekeurd ».

Art. 2. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 21 januari 2021.

Voor de Regering,
De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET
De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht
op “Wallonie Bruxelles Enseignement”,
Fr. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/40158]

21 JANVIER 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 2006 portant création du service social des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l’audiovisuel, de Wallonie Bruxelles Enseignement et des organismes d’intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 20, modifié par la loi du 16 juillet 1993, et article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l’organisme public chargé de la fonction de pouvoir organisateur de l’enseignement organisé par la Communauté française, article 32 ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l’enseignement spécialisé, l’enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médicaux-sociaux et à la création d’un institut de la formation en cours de carrière, article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003 ;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l’Office de la Naissance et de l’Enfance, en abrégé « O.N.E. », article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009 ;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 de la Communauté française sur les services de médias audiovisuels, article 140, § 3, alinéa 4 ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l’enseignement supérieur et l’organisation académique des études, l’article 24 ;

Vu le décret du 25 octobre 2018 relatif à l’Entreprise publique des Technologies numériques de l’Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), article 7 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 2006 portant création du service social des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l’audiovisuel, de Wallonie Bruxelles Enseignement et des Organismes d’intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie Bruxelles Enseignement, article 2 ;

Vu l’avis de l’Inspection des Finances, donné le 6 octobre 2020 ;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 15 octobre 2020 ;

Vu le « test genre » du 13 novembre 2020 établi en application de l’article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l’intégration de la dimension de genre dans l’ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l’avis du Comité de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 26 octobre 2020 ;

Vu l’avis du Conseil de direction de l’Office de la Naissance et de l’Enfance, donné le 23 octobre 2020 ;

Vu l’avis du Conseil de direction de l’Entreprise des technologies numériques de l’Information et de la Communication, donné le 5 novembre 2020 ;

Vu l’avis du Conseil de direction de l’Institut de la formation en cours de carrière, donné le 20 novembre 2020 ;

Vu l’avis du Conseil de direction de l’Académie de recherche et d’enseignement supérieur, réputé favorable en application de l’article 4, alinéa 3, de l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l’avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l’audiovisuel de la Communauté française, donné le 28 octobre 2020 ;

Vu l’avis du Conseil WBE, donné le 29 octobre 2020 ;

Vu le protocole n° 525 du comité de secteur XVII, conclu le 13 novembre 2020 ;

Vu l'avis n° 68.428/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 janvier 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 3, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 2006 portant création du service social des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, de Wallonie Bruxelles Enseignement et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, les mots « des représentants du Ministre » sont remplacés par les mots « du représentant du Gouvernement ».

Art. 2. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° la présence d'un représentant désigné par le Gouvernement qui assiste de plein droit, avec voix consultative, aux réunions de l'assemblée générale, du conseil d'administration, des groupes de travail et commissions et dont les compétences sont celles figurant à l'article 8 ; » ;

2° dans le 5°, les mots « les représentants » sont remplacés par les mots « le représentant » ;

3° dans le 6°, les mots « les représentants désignés par le Ministre » sont remplacés par les mots « le représentant désigné par le Gouvernement », et les mots « lesquels ont » sont remplacés par les mots « lequel a ».

Art. 3. Dans l'article 6 du même arrêté le mot « Ministre » est remplacé par le mot « Gouvernement ».

Art. 4. L'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 février 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. § 1^{er}. Les activités de l'association sans but lucratif agréée sont contrôlées par le représentant désigné par le Gouvernement.

Un représentant suppléant est également désigné par le Gouvernement, lequel se substitue au représentant visé à l'alinéa 1^{er} dans le cas où celui-ci se trouverait dans l'impossibilité de remplir ses missions.

La compétence du représentant est une fonction de contrôle de gestion ainsi que du budget et des comptes de l'association.

Sans préjudice de son droit de recours auprès du Gouvernement et des compétences qui lui sont attribuées en vertu du présent article, il ne peut donner d'instructions, ni empêcher l'exécution de décisions régulièrement prises.

Il ne peut être membre associé.

Il peut solliciter ponctuellement l'assistance d'un membre du personnel relevant des services et organismes concernés, moyennant l'accord préalable de l'autorité administrative dont ces membres du personnel relèvent.

§ 2. Le représentant du Gouvernement a compétence pour :

1° participer avec voix consultative à toute réunion de l'assemblée générale et du conseil d'administration ainsi qu'à toute réunion organisée par le service social;

2° provoquer la réunion du conseil d'administration ou de l'assemblée générale;

3° donner un avis sur toute demande du Gouvernement relative au fonctionnement du service social;

4° suspendre, par envoi recommandé envoyé au président de l'association sans but lucratif avec copie aux vice-présidents, dans les cinq jours francs de la décision, toute décision qu'il estime contraire à la loi, aux règlements, à l'intérêt général ou aux statuts de l'association sans but lucratif agréée.

§ 3. Les motifs fondant la suspension d'une décision, en application du paragraphe 2, 4°, sont communiqués au Gouvernement, au président et vice-présidents de l'association sans but lucratif.

Si le Gouvernement n'annule pas la décision ou s'il n'a pas statué dans les quinze jours de la notification de la suspension, la décision est exécutoire.

Le représentant du Gouvernement peut prendre connaissance sur place de toutes les pièces relatives à la gestion de l'association sans but lucratif.

L'exercice éventuel du droit de suspension visé au paragraphe 2, 4° induit la possibilité pour le représentant du Gouvernement de solliciter la communication automatique et sans délai de l'ensemble des mesures en lien avec la décision suspendue qui sont prises par l'association sans but lucratif. ».

Art. 5. Dans l'article 9 du même arrêté, les mots « ses représentants » sont remplacés par les mots « du représentant du Gouvernement ».

Art. 6. L'article 10 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. Un organigramme du Service social mentionnant le nombre de membres du personnel nécessaire à l'accomplissement des missions du Service social confiées à l'association sans but lucratif, l'effectif en place, sa structure et son organisation est soumis à l'approbation du Gouvernement sur proposition du représentant du Gouvernement qui agit en concertation avec l'instance exécutive de l'association.

Le personnel nécessaire est mis à disposition de l'association sans but lucratif parmi les membres du personnel des services et organismes bénéficiaires du Service social.

Sur demande de l'instance exécutive de l'association sans but lucratif et en concertation avec le Secrétaire général du Ministère et les fonctionnaires dirigeants des organismes bénéficiaires du service social, dans le respect de l'organigramme approuvé par le Gouvernement, le Ministre met temporairement à disposition de l'association sans but lucratif le personnel nécessaire à la réalisation des activités du service social.

Le dossier administratif de chaque membre de ce personnel est géré par le service ou l'organisme dont il est originaire.

La rémunération du personnel mis à disposition reste à charge du service ou l'organisme dont il est originaire.

Le service ou l'organisme dont émane le membre du personnel mis à disposition assure à ce membre du personnel une position dans son cadre qui lui maintient ses perspectives de carrière.

Pendant leur mise à disposition, ces membres du personnel relèvent de l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du conseil d'administration de l'association sans but lucratif.

Les président et vice-présidents, trésorier(s) et secrétaire(s) du conseil d'administration de l'association sans but lucratif bénéficient de plein droit, au sein du service dans lequel ils sont administrativement affectés, des dispenses de service nécessaires à l'accomplissement plein et entier de leur mandat. ».

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2021.

Art. 8. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 janvier 2021.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et
de la Tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/40158]

21 JANUARI 2021. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juli 2006 houdende oprichting van de sociale dienst van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector), van Wallonie Bruxelles Enseignement en van de instellingen van openbaar nut ressorterend onder het Comité van Sector XVII

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20, gewijzigd bij de wet van 16 juli 1993, en artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014 ;

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, artikel 32 ;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003 ;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort : "ONE", artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009 ;

Gelet op het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 van de Franse Gemeenschap betreffende de audiovisuele mediadiensten, artikel 140, § 3, vierde lid ;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, artikel 24 ;

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het "Entreprise publique des Technologies numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) » (Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap) (ETNIC), artikel 7 ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juli 2006 houdende oprichting van de sociale dienst van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector), van Wallonie Bruxelles Enseignement en van de instellingen van openbaar nut ressorterend onder het Comité van Sector XVII ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot vaststelling van het administratieve en geldelijke statuut van het WBE-personeel, artikel 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 oktober 2020 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 oktober 2020 ;

Gelet op de "gendertest » van 13 november 2020 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van het Directiecomité van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 26 oktober 2020 ;

Gelet op het advies van de Directieraad van de " Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 23 oktober 2020 ;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, gegeven op 5 november 2020 ;

Gelet op het advies van de Directieraad van het " Institut de la formation en cours de carrière" (Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan), gegeven op 20 november 2020 ;

Gelet op het advies van de Directieraad van de " Académie de recherche et d'enseignement supérieur » (Academie voor onderzoek en hoger onderwijs), dat gunstig wordt geacht met toepassing van artikel 4, derde lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap, gegeven op 28 oktober 2020 ;

Gelet op het advies van de Raad van WBE, gegeven op 29 oktober 2020 ;

Gelet op het protocol nr. 525 van het comité van sector XVII, gesloten op 13 november 2020 ;

Gelet op het advies nr. 68.428/4 van de Raad van State, gegeven op 6 januari 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 3, derde lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juli 2006 houdende oprichting van de sociale dienst van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector), van Wallonie Bruxelles Enseignement en van de instellingen van openbaar nut ressorterend onder het Comité van Sector XVII, worden de woorden " van de vertegenwoordigers van de Minister » vervangen door de woorden " van de vertegenwoordiger van de Regering ».

Art. 2. In artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 4° wordt vervangen als volgt :

" 4° de aanwezigheid van een vertegenwoordiger die wordt aangesteld door de Regering die met raadgevende stem de zittingen van de algemene vergadering, van de raad van bestuur, van de werkgroepen en commissies van rechtswege bijwonen, waarvan de bevoegdheden deze zijn die in artikel 8 opgenomen worden ; » ;

2° in 5° worden de woorden " de vertegenwoordigers » vervangen door de woorden " de vertegenwoordiger » ;

3° in 6° worden de woorden " de vertegenwoordigers die werden aangesteld door de minister » vervangen door de woorden " de vertegenwoordiger die werd aangesteld door de Regering », en worden de woorden in de Franse tekst " lesquels ont » vervangen door de woorden " lequel a ».

Art. 3. In artikel 6 van hetzelfde besluit wordt het woord " Minister » vervangen door het woord " Regering ».

Art. 4. Artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 februari 2017, wordt vervangen als volgt :

" Art. 8. § 1. Het toezicht op de activiteiten van de vereniging zonder winstoogmerk wordt uitgeoefend door de vertegenwoordiger aangesteld door de Regering.

Een plaatsvervangende vertegenwoordiger wordt ook aangesteld door de Regering, die de vertegenwoordiger bedoeld in het eerste lid vervangt ingeval deze zijn opdrachten niet zou kunnen uitoefenen.

De vertegenwoordiger is bevoegd om toezicht uit te oefenen op het beheer alsook op de begroting en rekeningen van de vereniging.

Onverminderd zijn recht een beroep in te dienen bij de Regering en de bevoegdheden die hem krachtens dit artikel worden toevertrouwd, kan hij geen onderrichtingen geven, noch de uitvoering van regelmatig genomen beslissingen verhinderen.

Hij mag geen lid van de vereniging zijn.

Hij kan afzonderlijk de steun van een lid van het personeel dat ressorteert onder de betrokken diensten en instellingen aanvragen, met de voorafgaande toestemming van de administratieve overheid waaronder die personeelsleden ressorteren.

§ 2. De vertegenwoordiger van de Regering is bevoegd :

1° om met raadgevende stem elke zitting van de algemene vergadering en van de raad van bestuur alsook elke zitting die door de sociale dienst wordt georganiseerd, bij te wonen;

2° om de raad van bestuur of de algemene vergadering bijeen te roepen;

3° om een advies te verstrekken over elke vraag van de Regering betreffende de werking van de sociale dienst;

4° om, bij een aan de voorzitter van de vereniging zonder winstoogmerk toegestuurd aangetekend schrijven met afschrift aan de ondervoorzitters, binnen een termijn van vijf volle dagen na de beslissing, elke beslissing te schorsen die hij in strijd met de wet, de regelgevingen, het algemeen belang of de statuten van de erkende vereniging zonder winstoogmerk acht.

§ 3. De redenen van de schorsing van een beslissing, met toepassing van paragraaf 2, 4°, worden meegedeeld aan de Regering, de voorzitter en ondervoorzitters van de vereniging zonder winstoogmerk.

Indien de Regering de beslissing niet vernietigt, of indien hij geen beslissing heeft genomen binnen de veertien dagen na de kennisgeving van de schorsing, wordt de beslissing uitvoerbaar.

De vertegenwoordiger van de Regering kan ter plaatse inzage krijgen van alle stukken in verband met het beheer van de vereniging zonder winstoogmerk.

De mogelijke uitoefening van het schorsingsrecht bedoeld in paragraaf 2, 4°, geeft de vertegenwoordiger van de Regering de mogelijkheid om de automatische mededeling onverwijld te verzoeken van alle maatregelen die verband houden met de geschorste beslissing die door de vereniging zonder winstoogmerk worden genomen. ».

Art. 5. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden " zijn vertegenwoordigers » vervangen door de woorden " de vertegenwoordiger van de Regering ».

Art. 6. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“ Art. 10. Een organogram van de sociale dienst met vermelding van het aantal personeelsleden dat nodig is voor de uitvoering van de opdrachten van de Sociale dienst die toevertrouwd worden aan de vereniging zonder winstoogmerk, de aanwezige personeelssterkte, zijn structuur en zijn organisatie, wordt ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd, op voorstel van de vertegenwoordiger van de Regering die handelt in overleg met de uitvoerende instantie van de vereniging

Het personeel dat nodig is, wordt ter beschikking gesteld van de vereniging zonder winstoogmerk onder de personeelsleden van de diensten en instellingen die in aanmerking komen voor de Sociale dienst.

Op aanvraag van de uitvoerende instantie van de vereniging zonder winstoogmerk en in overleg met de Secretaris-generaal van het Ministerie en de leidend-ambtenaren van de instellingen die in aanmerking komen voor de sociale dienst, met inachtneming van het organogram goedgekeurd door de Regering, stelt de Minister tijdelijk het personeel dat nodig is voor de uitvoering van de activiteiten van de sociale dienst ter beschikking van de vereniging zonder winstoogmerk.

Het administratief dossier van elk lid van dit personeel wordt beheerd door de dienst of de instellingen waaruit hij afkomstig is.

De bezoldiging van de ter beschikking gestelde personeelsleden blijft ten laste van de dienst of de instelling waaruit hij afkomstig is.

De dienst of de instelling waartoe het ter beschikking gesteld personeelslid behoort, waarborgt voor dat personeelslid een positie in zijn personeelsformatie, waardoor het zijn loopbaanperspectieven behoudt.

Gedurende hun terbeschikkingstelling, ressorteren die personeelsleden onder het hiërarchische en functionele gezag van de Raad van bestuur van de vereniging zonder winstoogmerk.

De voorzitter en ondervoorzitters, penningmeester (s) en secretaris (sen) van de raad van bestuur van de vereniging zonder winstoogmerk genieten van rechtswege, binnen de dienst waarvoor ze administratief aangewezen zijn, van de dienstvrijstellingen die noodzakelijk zijn voor de volle uitoefening van hun mandaat. ».

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2021.

Art. 8. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 januari 2021.

Voor de Regering,
De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht
op “Wallonie Bruxelles Enseignement”,
Fr. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/40181]

21 JANVIER 2021. — Arrêté ministériel autorisant l'organisation de deux demi-jours supplémentaires de formation motivés par des circonstances exceptionnelles dans l'enseignement fondamental ordinaire

La Ministre de l'Éducation,

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire ;

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun, l'article 1.9.2-2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 14 § 1^{er} ;

Considérant la crise sanitaire du fait du Covid-19 et les besoins de formation relatifs à la gestion de la continuité pédagogique et à la gestion du milieu scolaire en temps de crise qui en découlent,

Arrête :

Article unique. Pour l'année scolaire 2020-2021, les établissements scolaires qui introduisent une demande de dérogation pour deux demi-jours supplémentaires de formation au niveau micro avec suspension de classe auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire et dont les demi-jours supplémentaires sont motivés par des circonstances exceptionnelles et organisés conformément à l'article 3, § 1^{er}, 3^o du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, moyennant l'approbation de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire, sont autorisés à les organiser.

Bruxelles, le 21 janvier 2021.